

AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'OFFRE NE SERA CONSIDEREE QUE
SI LE NUMERO DE L'APPEL D'OFFRE
FIGURE SUR L'ENVELOPPE
REPONSE.

LITB /2021/9164101

Date d'émission : 15/01/2021

Dans toute correspondance,
rappeler la référence suivante :

Appel d'offre réf:
LITB/2021/9164101

Sous réserve des conditions énoncées en annexe, les offres **EN DOUBLE EXEMPLAIRES** et **SOUS PLI FERME**, seront reçues par l'UNICEF jusqu'au :

Lundi 01 Février 2021 avant 12h00

Il est impératif que la référence **LITB/2021/9164101** soit mentionnée. Tout soumissionnaire doit s'assurer que les offres soient envoyées par mail à l'adresse suivante :

["supplyantananarivo@unicef.org"](mailto:supplyantananarivo@unicef.org)

DESTINATION ET PROGRAMME : Programme Santé

N°	ARTICLES ou SERVICES	Qté	Unité	PU Ar (HTVA)	MONTANT TOTAL Ar (HTVA)
10	SL018738 Alèze plastique Couleur transparent, Dimension :100 cm x 100 cm; Epaisseur 110 microns	30,000	chq		
20	SL018745 Savon de ménage Nosy, 100 grammes, sans colorant	30,000	chq		
30	SL018737 Lange molleton, Dimension : 100 cm x 90 cm, couleur blanche	30,000	chq		
40	SL018739 Brassière Manches longues, jersey coton, 1er âge	30,000	chq		
50	SL018741 Sac à bandoulière ; Dim.: 30 cm x 40 cm x 10 cm, Tissu nylon polyester, avec anse, couleur bleu ciel, avec le message sérigraphié " Antoka ho an'ny fahasalamako sy ny zanako ny miteraka eny amin'ny tobim-pahasalamana " NB. Un modèle du sac est disponible à la section Supply/UNICEF pour consultation sur place si besoin du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00.	30,000	chq		
60	SL018740 Bonnet pour bébé Coton, 1er âge	30,000	chq		
70	SL018744 Alcool 90° en flacon de 30cc	30,000	chq		

Remarques :

- Les articles requis ci-dessus (items 10 à 70) sont divisibles.
- Les soumissionnaires doivent fournir un échantillon des produits proposés pour évaluation technique. Les échantillons devront être déposés auprès de la section Supply/UNICEF, à contacter : Mme Eva Razakamahefa (Tél. 032 23 427 07) ou Mme Claudia Andrianantoandro (Tél. 032 23 429 80).
- Les soumissionnaires doivent préciser leur meilleur délai de livraison avec possibilité de livraisons partielles
- Validité des offres : 120 jours
- Pénalité de retard : application des clauses de l'UNICEF sur les pénalités du retard de livraison
- Modalités de paiement : cf. conditions de l'UNICEF

Les soumissionnaires sont encouragés à bien lire les termes et conditions de l'appel d'offres.

Pour toute information supplémentaire, s'adresser par mail à la Section Approvisionnement à

fandriambelo@unicef.org cc. erazakamahefa@unicef.org .



Laetichia Michele Rakotoarison

Supply & Logistics Officer

15.01.2021

CLAUSES CONTRACTUELLES

1. OBJET

Fourniture des kits individuels pour accouchement.

2. ECHEANCE

Prière de mentionner votre meilleur délai de la livraison possible en nombres de jour avec possibilité des livraisons partielles.

3. PRIX ET REDUCTIONS

Les offres devront être exprimées en **Ariary hors TVA**. Des éventuelles remises de prix ou facilité de paiements doivent être spécifiées sur les offres.

4. LIVRAISONS

4.1. Les livraisons devront être faites selon les clauses du contrat et suivant les termes et conditions de cet appel d'offres.

4.2. Le lieu de livraison sera déterminé lors de la confirmation de la commande.

4.3. Les soumissionnaires sont priés de prendre note que l'UNICEF évaluera les performances des soumissionnaires retenus.

Il est donc important que des délais de livraison réalistes soient mentionnés.

5. ECHANTILLONS

Les soumissionnaires doivent faire parvenir à la section Supply/UNICEF un échantillon de chaque produit proposé aux fins d'une évaluation technique.

6. EMBALLAGE : N/A

7. IDENTIFICATION : N/A

7.1 Chaque lot devra être identifié par une étiquette autocollante en quadrichromie, voir modèle ci-joint.

Les achats de l'Unicef sont principalement destinés aux Partenaires locaux (Etatique ou Non Gouvernementaux) ainsi qu'à la population Malagasy.

Le conditionnement est très important pour faciliter le transport et assurer la qualité des articles jusqu'aux bénéficiaires finaux.

Les conditions suivantes doivent être respectées ainsi pour toute livraison au magasin de l'Unicef ou directement chez les Partenaires

ETIQUETAGE : N/A

- Chaque emballage/Colis doit porter l'Etiquette Unicef visible suivant modèle en annexe

- Les informations dans l'Etiquette Unicef devront être bien remplies. La plupart de ces informations à savoir : Programme/Bon Commande Réf/Date Commande/Désignation Article/Code article (SL...ou U...) sont déjà mentionnées dans le Bon de Commande.

Les autres informations seront fournies par le fournisseur : Quantité par colis/Poids colis/Volume colis

Le fournisseur pourra ajouter d'autres informations qu'il juge pertinent a la commande et aux types d'articles commandes.



The image shows a template for a UNICEF label. At the top, it features the UNICEF logo and the slogan 'pour chaque enfant'. Below this, there are several fields for information to be filled in, each followed by a dashed line for text entry:

- PROGRAMME: _____
- BON DE COMMANDE Ref: _____ du _____
- DESIGNATION DE L'ARTICLE: _____
- CODE DE L'ARTICLE: _____
- QUANTITE par COLIS: _____
- POIDS DE COLIS: _____
- VOLUME DE COLIS: _____
- DATE DE FABRICATION: _____
- DATE DE PEREMPTION: _____
- FOURNISSEUR: _____

At the bottom right of the label, there is a small text 'Version 1.0 du 26/09/2017'. At the very bottom, there is a red rectangular box with the text 'VENTE INTERDITE / TSY AZO AMIDY' in white capital letters.

8. LISTE DE COLISAGE

8.1 Une copie de la liste de colisage mentionnant le nombre de lots et leur description, devra accompagner la marchandise. Une copie de la liste de colisage devra accompagner la facture.

9. CHANGEMENT DE SPEFICATIONS

Les soumissionnaires devront indiquer dans leur offre si les articles offerts ne correspondent pas exactement aux articles demandés. Il est de la responsabilité des fournisseurs d'indiquer dans leur offre tout changement de spécification.

10. VALIDITE DES OFFRES

Les offres devront être valables pour une durée de 120 jours après l'ouverture de l'appel d'offres. Les offrans sont priés d'indiquer dans leur offre, la date limite de leur offre, car l'UNICEF peut être appelé à placer des commandes additionnelles avec le moins disant acceptable durant la période de validité de l'offre. UNICEF peut aussi demander l'extension de la validité des offres.

11. DROITS DE L'UNICEF

L'UNICEF se réserve le droit d'annuler ou de rejeter toute offre pour les raisons mentionnées ci-dessus, et d'accepter l'un ou l'autre article de l'appel d'offres sauf réserve du soumissionnaire.

11.2 L'UNICEF se réserve le droit de rejeter tout soumissionnaire qui dans son opinion n'est pas dans la mesure d'exécuter le contrat.

12. ADJUDICATION DES OFFRES

12.1 Le contrat sera adjudiqué au soumissionnaire offrant une combinaison du meilleur prix acceptable, de la date de livraison la plus courte, un produit commercialement et techniquement acceptable et de qualité acceptable mais aussi dont l'offre est en accord avec les termes de l'appel d'offres.

12.2 L'UNICEF se réserve le droit de faire des accords multiples pour un quelconque article, lorsque l'UNICEF juge que le moins disant ne pourra exécuter le contrat dans les temps impartis ou lorsque l'UNICEF jugera que c'est dans son intérêt de le faire.

12.3 En cas de contrat, l'UNICEF se réserve le droit de placer un bon de commande avec les nouveaux soumissionnaires pour une quantité limitée jusqu'à ce que le soumissionnaire ait fait preuve de résultats performants.

13. SOUS-TRAITANCE

Les soumissionnaires DOIVENT identifier dans leur offre toute sous-traitance éventuelle de leurs services. Celles-ci seront revues par l'UNICEF avant recommandation. En cas d'utilisation de sous-traitant non accepté par l'UNICEF, l'UNICEF se réserve le droit de rejeter la marchandise.

14. REPRESENTATION DES SOUMISSIONNAIRES

Le soumissionnaire affirme et garantit :

- (a) Qu'il a le personnel, l'expérience, les qualifications, les possibilités, les ressources financières et autres capacités pour assumer et répondre aux obligations inhérentes à tout arrangement à long terme ou bon de commande ;
- (b) Que sa compagnie doit être légalement enregistrée, être en règle fiscalement et auprès des organismes de protection sociale.

15. EVALUATION DES VENDEURS

A moins que cette information n'ait déjà été fournie au cours des 12 mois passées, il est demandé au(x) fournisseurs de fournir avec leurs offres, les informations qui sont décrites dans la fiche d'inscription ci-jointe. Cette information et tous les documents requis, tels que rapport annuel, état financier d'audit, certificat d'enregistrement, certificat de qualité, etc... seront utilisés pour évaluer et approuver les moins disants avant la recommandation finale. Il est donc de l'intérêt des soumissionnaires de fournir ces renseignements dès que possible, car les recommandations ne seront faites qu'à des fournisseurs répondant aux critères de sélection.

16. DOMMAGES ET INTERETS

En cas de désistement après la signature du contrat, le soumissionnaire sera éliminé de la short liste des soumissionnaires et en conséquence ne sera plus contracté par l'UNICEF.

17. RESILIATION DU BON DE COMMANDE

17.1 En cas de manquement par une des parties à l'un ou l'autre terme du Bon de Commande, l'autre partie peut avec une raison valable, résilier le Bon de Commande dans un délai raisonnable par notification écrite à la partie défaillante en donnant la raison de la résiliation.

17.2 En cas de résiliation du Bon de Commande, le prestataire devra prendre immédiatement les mesures nécessaires pour arrêter les livraisons des marchandises de façon correcte et prompte ne devra pas entreprendre d'autres tâches à partir de la date de notification d'annulation de la commande. Le prestataire note que l'UNICEF devra payer uniquement les marchandises livrées de façon satisfaisante selon le Bon de Commande et jusqu'à la date de la notification de la résiliation du Bon de Commande.

17.3 Au cas où le prestataire ne satisferait pas à l'un des termes ou conditions du Bon de Commande, l'UNICEF pourra après avoir donné un préavis raisonnable au prestataire et sans préjudice à quelque autre droits ou réparation, exercer l'un ou plusieurs des droits suivants :

- (a) Acheter tout ou partie de la marchandise chez une autre source, auquel cas l'UNICEF pourra tenir le prestataire responsable pour tout coût additionnel occasionné. En exerçant ses droits l'UNICEF limitera sa demande aux dommages et intérêts évalués en toute bonne foi.
- (b) Refuser d'accepter la livraison de toute ou partie des marchandises.
- (c) Résilier le Bon de Commande

Le paiement ou la déduction de tels dommages et intérêts, ne relève pas le prestataire de ses obligations et responsabilités spécifiées dans le Bon de Commande.

18. PENALITES DU RETARD DANS LA LIVRAISON

18.1 Sans préjudice des autres droits ou obligations des parties au titre des présentes, si le fournisseur est incapable de livrer les marchandises à la date ou aux dates stipulées dans le présent bon de commande, il doit (i) consulter immédiatement l'UNICEF pour déterminer le moyen le plus rapide de livrer les marchandises et (ii) utiliser un moyen de livraison accéléré, à ses frais (sauf si le retard est imputable à un cas de force majeure), si l'UNICEF lui en fait demande raisonnable.

18.2 En cas de retard de livraison, ou pour les articles ne répondant pas aux spécifications de l'UNICEF et qui sont des lors rejetés, UNICEF se réserve le droit de demander des dommages et intérêts au prestataire et déduire 0.5% de la valeur du Bon de Commande par jour additionnel de retard, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur du bon de commande.

Le paiement ou la déduction de tels dommages et intérêts, ne relève pas le prestataire de ses obligations et responsabilités spécifiées dans le Bon de Commande.

19. PAIEMENT

19.1 Le paiement sera effectué par l'UNICEF à Antananarivo par virement bancaire au plus tard 30 jours à date de réception de la facture originale et de la preuve de livraison.

19.2 Les soumissionnaires sont priés d'indiquer toutes les références bancaires nécessaires au paiement des factures.

20. TERMES ET CONDITIONS GENERALES

Les Termes et Conditions générales de l'UNICEF joints à cet appel d'offre s'appliqueront à tout arrangement à long terme et à ses bons de commandes. En cas d'inconsistance entre ces documents, les documents ci-après seront appliqués dans l'ordre suivant :

- (a) Les Termes et Conditions généraux de l'UNICEF ;
- (b) Le contrat.

21. RESPONSABILITE

21.1 L'UNICEF, les Nations Unies, ses agences et organisations, ses employés et agents sont exempts de toute responsabilité dans le respect de n'importe quelle perte directe, indirecte ou consécutive et/ou dégât et/ou blessure supportée par l'entrepreneur, ses employés, agents ou n'importe quelle tierce personne résultant de cet accord ou l'exécution de ce dernier qui est mis en œuvre entièrement au risque de l'entrepreneur, ses agents, ou des employés. Si n'importe quelle revendication surgit, l'entrepreneur exemptera l'UNICEF, les Nations Unies, ses agences et organisations, ses employés et agents de toute responsabilité.

21.2 De plus, l'entrepreneur assumera la pleine responsabilité de n'importe quels actes frauduleux et/ou illégaux qu'il commet sciemment ou inconsciemment et l'UNICEF sera exempt de toute responsabilité à cet égard.

pour chaque enfant

Appel d'offre réf : LITB/2021/9164101

**TRES IMPORTANT : CETTE PARTIE, DUMENT REMPLIE, DOIT ETRE RETOURNEE
ACCOMPAGNEE DE VOTRE OFFRE DE PRIX A L'ADRESSE INDIQUEE CI DESSUS.**

OFFRE

TERMES DE LIVRAISON OFFERTS

REMISES DE PRIX

NOTE : AUCUN PAIEMENT NE PEUT SE FAIRE AU COMPTANT. LES PAIEMENTS SERONT FAIT PAR VIREMENT BANCAIRE.

Conformément à l'appel d'offre ci-joint et sous réserve de toutes les conditions y relatives, le soussigné propose et accepte, si la présente offre est acceptée dans un délai de 120 jours civil à compter de la date d'ouverture du pli qui la contient, de fournir tout ou partie des articles ou services pour lesquels un prix est indiqué au regard de chaque article ou service, dans le délai et au lieu indiqué.

NOM DE LA SOCIETE _____ TEL _____ FAX _____

ADRESSE _____

NOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE

DATE / /2021

SIGNATURE

ACCUSE DE RECEPTION

A retourner dès réception à :

**UNICEF
Section Approvisionnement
IMMEUBLE des Nations Unies
GALAXY ANDRAHARO
ANTANANARIVO**

Nous soussignons,



Reconnaissons avoir reçu l'appel d'offre **LITB/2021/9164101** et déclarons notre intention

D'y participer ☐
de ne pas y participer ☐

Date :

Nom et titre:

Signature :

CONDITIONS GENERALES DE CONTRATS DE L'UNICEF

1. Statut juridique

Le statut juridique de l'Entrepreneur est celui d'un entrepreneur indépendant vis-à-vis de l'UNICEF. Le personnel et les sous-traitants de l'Entrepreneur ne sont en aucune façon considérés comme des employés ou des mandataires de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies.

2. Instruction d'autorités extérieures

L'Entrepreneur ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucune autorité autre que l'UNICEF dans le cadre des services fournis aux fins du Contrat. Il s'abstiendra de toute action pouvant porter préjudice à l'UNICEF ou à l'Organisation des Nations Unies et exécutera ses engagements en ayant pleinement égard aux intérêts de l'UNICEF.

3. Responsabilité de l'entrepreneur pour ses employés

L'Entrepreneur répond de la compétence professionnelle et technique de ses employés. Il choisira aux fins de l'exécution du Contrat, des personnes efficaces, respectueuses des coutumes locales et possédantes de hautes qualités morales et éthiques.

4. Cession

L'Entrepreneur ne peut transférer, céder, mettre en gage, nantir ou autrement disposer tout ou partie de ses droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat, sauf autorisation écrite préalable de l'UNICEF.

5. Sous-traitance

L'Entrepreneur doit obtenir au préalable, dans chaque cas, l'approbation et l'accord écrit de l'UNICEF avant d'engager des sous-traitants. Cette approbation ne dégage l'Entrepreneur d'aucune des obligations qui découlent pour lui du Contrat. Tout contrat de sous-traitance est régi par les dispositions du Contrat et doit y être conforme.

6. Non octroi d'avantages aux fonctionnaires

L'Entrepreneur certifie qu'aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies n'a reçu ni ne recevra, directement ou indirectement, un quelconque avantage en rapport avec le Contrat ou l'attribution du Contrat. Il reconnaît que le non-respect de cette disposition constitue une violation d'une condition essentielle du Contrat.

4. Appel en garantie

L'Entrepreneur se portera garant de l'UNICEF, prendra fait et cause pour lui et le défendra à ses propres frais, ainsi que les mandataires, agents, préposés et employés de l'UNICEF, contre toute poursuite, réclamation, demande et responsabilité de toute nature, y compris les frais et débours y ayant trait, qui se fondent sur des actes ou des omissions de l'Entrepreneur, de ses employés, mandataires ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat. La disposition précédente s'applique, entre autres, aux poursuites, réclamations et actions en responsabilité en matière d'assurance ou d'indemnisation des travailleurs, de responsabilité produit et de responsabilité liée à l'utilisation par l'Entrepreneur, ses employés, mandataires, préposés ou sous-traitants, d'inventions ou de procédés brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou autre propriété intellectuelle. Les dispositions de cet Article survivent à l'expiration ou la résiliation du Contrat.

5. Assurance et responsabilité civile

- a. L'Entrepreneur est tenu de contracter et de maintenir en vigueur une assurance tous risques protégeant ses biens et tout matériel utilisé pour l'exécution du Contrat.
- b. L'Entrepreneur est tenu de souscrire et de maintenir en vigueur toutes assurances appropriées en matière d'accidents du travail ou d'invalidité, ou l'équivalent, pour couvrir ses employés et répondre à toute réclamation résultant de blessures ou décès liés à l'exécution du Contrat.
- c. L'Entrepreneur est également tenu de souscrire et de maintenir en vigueur une assurance d'un montant suffisant pour couvrir toute réclamation de tiers résultant de décès, blessures ou dommages matériels découlant de la fourniture de services dans le cadre du Contrat, ou du fonctionnement de tout véhicule, bateau, aéronef ou autre engin appartenant ou loué à l'Entrepreneur, ses agents, préposés, employés et sous-traitants accomplissant une tâche ou fournissant un service lié au Contrat.

d. Sauf dans le cas de l'assurance en matière d'accidents du travail et d'invalidité visée au paragraphe 8.2 ci-dessus, les polices d'assurances visées dans le présent article :

- (i) Reconnaîtront à l'UNICEF la qualité de Co-assuré;
- (ii) Contiendront une clause de renonciation à la subrogation de l'assureur dans les droits de l'Entrepreneur contre L'UNICEF;
- (iii) Disposeront que L'UNICEF doit être avisé par écrit 30 jours à l'avance, par l'assureur, de toute annulation ou modification de la couverture.

e. L'Entrepreneur est tenu de produire à la demande de l'UNICEF la preuve qu'il a contracté les assurances visées dans le présent article.

6. Charges

L'Entrepreneur ne permettra pas que soit déposé ou maintenu auprès d'un officier public, ou auprès de l'UNICEF, ou d'une autre manière, aucun privilège, hypothèque, action en saisie, ou autre charge ou servitude en raison de sommes dues ou qui viendraient à être dues pour des travaux exécutés ou des matériaux fournis dans le cadre du Contrat ou en raison de toute réclamation ou demande contre l'Entrepreneur.

7. Propriété du matériel

Le matériel et les biens fournis par L'UNICEF restent sa propriété et doivent lui être restitués à la fin du Contrat, ou avant la fin du Contrat lorsque l'Entrepreneur n'en a plus besoin, et ce dans l'état où celui-ci les a reçus, compte tenu de l'usure normale. L'Entrepreneur est tenu d'indemniser l'UNICEF pour le matériel dont il est établi qu'il a subi des dommages ou des dégradations supérieures à l'usure normale.

8. Droits d'auteurs, brevets et autres droits exclusifs

La propriété intellectuelle et les autres droits de propriété, entre autres les brevets, droits d'auteur et marques déposées, concernant les produits, documents ou autres matériaux ayant un lien direct avec le Contrat ou produits, préparés ou recueillis aux fins du Contrat, appartiennent à l'UNICEF. Sur demande de l'UNICEF, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes actions nécessaires, d'établir, signer, et valider tout document requis et, généralement, de prêter son concours en vue d'obtenir et de transférer à l'UNICEF de tels droits, conformément à la loi applicable.

9. Utilisation du nom, de l'emblème ou sceau officiel de l'Organisation des Nations Unies

L'Entrepreneur ne fera état en aucune façon de sa qualité de cocontractant de l'UNICEF. Il s'abstiendra d'utiliser de quelque façon que ce soit le nom, l'emblème ou le sceau officiel de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies ou toute abréviation du nom de ces institutions dans le cadre de ses activités ou dans d'autres circonstances.

10. Caractère confidentiel des documents et des informations

- a) Tous documents, dessins, plans et rapports, toutes cartes, photographies, mosaïques, recommandations, évaluations et autres données élaborés ou reçus par l'Entrepreneur aux fins du Contrat sont la propriété de l'UNICEF. Ils doivent être traités comme des documents confidentiels qui ne seront remis qu'aux fonctionnaires habilités de l'UNICEF après achèvement des travaux prévus dans le Contrat.
- b) L'Entrepreneur ne peut révéler en aucune circonstance à un particulier, à un gouvernement ou à une autorité autre que l'UNICEF, les informations dont il a connaissance en raison de sa collaboration avec l'UNICEF et qui n'ont pas été rendues publiques, sauf autorisation de l'UNICEF; il lui est également interdit de chercher à retirer un avantage de telles informations. Ces obligations n'expirent pas à la fin du Contrat.

11. Force majeure et autres événements

- a) L'expression "force majeure" utilisée dans le présent article s'entend des catastrophes naturelles, guerres (déclarées ou non), invasions, révolutions, insurrections ou tous autres actes de nature ou de portée similaires.
- b) Lorsque survient un cas de force majeure qui l'empêche totalement ou partiellement d'honorer les obligations et les responsabilités qui lui incombent en vertu du Contrat, l'Entrepreneur est tenu d'en aviser dès que possible l'UNICEF par écrit et en détail. L'Entrepreneur doit également notifier l'UNICEF de tout changement de circonstance ou de tout événement qui entrave ou peut entraver l'exécution du Contrat. Cette notification devrait comporter des mesures que l'Entrepreneur propose de prendre, y compris des alternatives qui ne sont pas touchées par le cas de force majeure à l'exécution du Contrat. Une fois dûment informé conformément au présent article, l'UNICEF a le droit, à sa seule discrétion, de prendre toutes mesures qu'il juge appropriées ou nécessaires au regard des circonstances, et notamment d'accorder à l'Entrepreneur une prorogation raisonnable du délai qui lui est imparti pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat.
- c) Lorsque l'Entrepreneur se trouve par force majeure dans l'incapacité permanente, totale ou partielle, d'honorer les obligations et les responsabilités qui découlent pour lui du Contrat, l'UNICEF a le droit de suspendre ou résilier celui-ci dans les conditions fixées à l'article 15 ("Résiliation"), sauf que le préavis est dans ce cas de sept (7) jours et non de trente (30) jours.

12. Résiliation du contrat

- a) Chacune des Parties peut résilier le Contrat pour juste motif, en tout ou en partie, moyennant un préavis écrit de 30 jours à l'autre Partie. L'engagement d'une procédure d'arbitrage en vertu de l'article 16 ("Règlement des différends") n'est pas considéré comme une résiliation du Contrat.
- b) L'UNICEF se réserve le droit de résilier à tout moment le présent Contrat sans motiver sa décision moyennant préavis écrit de trente (30) jours à l'Entrepreneur. L'UNICEF rembourserait alors à l'Entrepreneur les dépenses que celui-ci avait raisonnablement engagées avant de recevoir le préavis.
- c) En cas de résiliation du Contrat par l'UNICEF en vertu du présent article, l'UNICEF n'est tenu de payer à l'Entrepreneur que pour les travaux et services exécutés à la satisfaction de l'UNICEF conformément à ce qui est expressément prévu dans le Contrat. L'Entrepreneur devrait prendre immédiatement des mesures pour terminer les travaux et services d'une manière rapide et ordonnée et minimiser les pertes et dépenses.
- d) Si l'Entrepreneur fait faillite, est mis en liquidation, est déclaré insolvable ou procède à une cession au bénéfice de ses créanciers, ou si un syndic ou administrateur de faillite ou un liquidateur est nommé, l'UNICEF a la faculté, sans préjudice de tous autres droits ou recours qu'il peut faire valoir en vertu des présentes conditions, de résilier immédiatement le Contrat. L'Entrepreneur est tenu d'aviser immédiatement l'UNICEF s'il se trouve dans l'un des cas ci-dessus.

13. Règlement des différends

- a) **Règlement Amiable** : Les Parties font de leur mieux pour régler à l'amiable tout différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation. Si les Parties souhaitent rechercher un règlement amiable par voie de conciliation, la conciliation doit être conduite conformément aux règles de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur, ou à telle autre procédure dont les Parties pourront convenir.
- b) **Arbitrage** : Si un différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation, ou qui y est relatif, n'est pas réglé à l'amiable selon le paragraphe 1 du présent article dans les soixante (60) jours de la réception par l'une des Parties de la demande de règlement amiable faite par l'autre Partie, le différend, litige ou réclamation doit être soumis par l'une ou l'autre Partie à arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international alors en vigueur, y compris les dispositions sur la loi applicable. Le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder de dommages intérêts à titre de sanction. En outre, à moins que cela ait été expressément convenu par le bon de commande, le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder des intérêts. Les Parties sont liées par la sentence arbitrale rendue au terme dudit arbitrage comme valant règlement final et définitif du différend, litige ou réclamation.

14. Privilèges et immunités

Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme une renonciation, expresse ou tacite, aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires.

15. Exonération d'impôts

- a. La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies dispose que l'Organisation des Nations Unies (y compris ses organes subsidiaires) est exonérée de tout impôt direct, à l'exception de la rémunération de services d'utilité publique, et de tous droits de douane ou redevances de nature similaire à l'égard des objets importés ou exportés pour son usage officiel. En cas de refus des autorités fiscales de reconnaître l'exonération dont bénéficient l'UNICEF en ce qui concerne de tels impôts, droits ou redevances, l'Entrepreneur consulte sans délai l'UNICEF afin de déterminer une procédure mutuellement acceptable.
- b. En conséquence, l'Entrepreneur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures les montants correspondant à de tels impôts, droits ou redevances, à moins que l'Entrepreneur n'ait consulté au préalable l'UNICEF à ce sujet et que l'UNICEF ne l'ait, dans chaque cas, expressément autorisé à payer sous réserve de tels droits, impôts ou redevances. Dans un tel cas, l'Entrepreneur remettra à l'UNICEF une preuve écrite attestant que ces impôts ou droits ont été payés et que leur paiement a été dûment autorisé.

16. Travail des enfants

L'Entrepreneur déclare et garantit que ni l'Entrepreneur, ni aucune des entreprises qui lui sont affiliées, n'est engagé dans aucune pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment l'article 32 de celle-ci qui dispose que tout enfant doit être protégé contre l'accomplissement de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

17. Mines

L'Entrepreneur déclare et garantit que ni lui ni aucune de ses filiales n'est directement et activement impliquée dans des brevets, développement, assemblage, production, commerce ou manufacture de mines ou de composants fondamentalement entrant dans la fabrication de mines. Le terme "mine" se réfère aux engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II additionnel à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

RESPECT DE LA LOI: L'Entrepreneur est tenu de respecter toutes les dispositions des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'exécution de ses obligations découlant du Contrat.

MODIFICATION: Aucune modification du Contrat, aucune dérogation à ses dispositions, aucun lien supplémentaire entre L'UNICEF et l'Entrepreneur ne sont valables et opposables à l'UNICEF s'ils n'ont fait l'objet d'un amendement au Contrat signé par le fonctionnaire de l'UNICEF à ce autorisé.